

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous.

# Le quotidien du peuple

mardi  
30  
sept  
1975  
N°2  
1f50

Journal communiste révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## editorial

Cinq jours après l'assassinat des cinq militants anti-franquistes, la presse écrite et parlée réussit le tour de force de se taire complètement sur le dernier crime, en date, du régime de Franco, sur la nature même de ce régime et la révolte qu'il suscite en Espagne et dans toute l'Europe. L'information, quand elle traite de l'Espagne, ne le fait que par rapport aux événements qui ont succédé aux manifestations de samedi dernier devant l'ambassade de Franco. Manœuvre grossière et scandaleuse pour tenter de casser la mobilisation importante qui existe dans notre pays, contre ces nouveaux crimes de Franco, comme le montre encore la manifestation d'hier soir, à Paris.

Prétextant que tout le monde en France, gouvernement compris, est d'accord pour condamner l'exécution des cinq, et passant sur l'horreur même de ce crime, l'information met en valeur à l'extrême les actes de vandalisme et les déprédations commises, samedi soir. Cette scandaleuse manipulation des faits, par ceux-là mêmes qui depuis de nombreuses années se font les complices avoués de la répression franquiste, particulièrement au Pays Basque, démasque encore plus leurs auteurs.

La campagne de presse actuelle orchestrée sur ces actes de vandalisme poursuit aussi par ailleurs un autre but. En organisant l'amalgame entre la révolte, la haine des manifestants pour la régime franquiste, et les déprédations de samedi soir, on ne fait que répéter une campagne déjà entendue qui amalgamait grève et action terroriste, à propos des luttes de Chausson et du Parisien Libéré. Tout est bon pour faire passer la mobilisation des

masses pour du vandalisme. Les faits de samedi dernier sont pourtant clairs : les manifestations et les heurts limités qui se sont produits lors de leur dislocations, face au dispositif policier important qui empêchait d'atteindre l'ambassade franquiste, n'entretient guère de rapport avec les actes commis après la dispersion des dernières manifestations, dans le quartier des Champs-Élysées.

La campagne développée aujourd'hui démontre avec quelle éloquence, qui a intérêts à de tels agissements, qui les provoque ou les aggrave.

Le sens d'une telle campagne est ainsi évident. S'ajoutant à des campagnes précédentes glorifiant les actions de la brigade anti-gangs et le soutien qu'elle recevait de la population, s'ajoutant aux menaces ouvertes contre les grévistes qui persistent dans l'action revendicative, ainsi qu'aux menaces contre les révolutionnaires, la campagne actuelle participe d'une préparation de l'opinion à un durcissement de la répression, à un libéralisme plus musclé. Au sein même de la bourgeoisie, un journal comme Le Figaro en vient même à poser ouvertement cette question sur l'orientation suivie par Giscard et Poniatowski : «La porte est ouverte à ce qu'on appelle un régime fort» y lisait-on hier.

Pour les travailleurs qui de plus en plus, dans leurs luttes, se heurtent aux interventions policières, ce que découvre Le Figaro aujourd'hui, est une réalité quotidienne. C'est pourquoi le développement d'une telle campagne ne peut que renforcer leur vigilance !

**pour un art  
au service  
du peuple**

**p6**

## LUTTES OUVRIERES



**la poursuite de la lutte  
à Ideal Standard p.5**

## PORTUGAL



**debut du debat sur "ou va  
la revolution portugaise"**

la vie du journal

# DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN

Faire masse autour du Quotidien du Peuple, c'est pour chacun, dès maintenant, prendre en mains sa rédaction.

Votre collaboration au journal peut prendre de multiples formes - Par vos lectures, par votre travail, vos responsabilités syndicales, ou tout simplement votre expérience, vous avez des connaissances particulières dans tel ou tel domaine (histoire du mouvement ouvrier, nucléaire,...) Pensez qu'elles seront précieuses pour le Quotidien du Peuple !

Ecrivez-nous !  
- Chaque jour, enfin, dans votre localité, dans votre région, des travailleurs se mettent en grève, telle municipalité de «gauche» se démasque davantage, tel scandale éclate montrant la pourriture du système bourgeois, etc... Cette actualité régionale, souvent si riche, c'est vous qui êtes aptes à la recueillir.

- Chaque jour, vous êtes témoins de faits d'oppression, licenciements, accidents du travail, expulsions... Au travail, dans votre quartier, vous connaissez les préoccupations des travailleurs. Envoyez ces témoignages, tous les jours, au journal. Sur tout ce qui fait la vie quotidienne, les luttes, les réactions aux campagnes d'intoxica-

tion de la bourgeoisie, des partis de «gauche», vos témoignages sont irremplaçables.

- Après deux numéros, vous avez déjà vos critiques, vos interrogations, vos propositions, faites nous en part. Apportez, dès maintenant, votre contribution régulière aux grands débats ouverts dans le Quotidien du Peuple. Contribuez aussi à faire du courrier des lecteurs, une rubrique vivante, diversifiée, riche, foisonnante...

- La parution du Quotidien du Peuple, c'est une bataille. Une bataille pour en faire une arme de plus en plus incisive, mais aussi une bataille quotidienne pour faire connaître largement le journal, pour que les kiosques soient approvisionnés, pour assurer le succès de la souscription... De cela aussi il faut témoigner. Telle initiative en suscitera d'autres... De telles correspondances, voilà une arme indispensable pour développer une mobilisation de masse autour du Quotidien du Peuple.

Pour resserrer ses liens avec les correspondants, le Quotidien du Peuple propose aux camarades

qui sont en accord avec le projet politique du journal et qui sont prêts à collaborer régulièrement avec sa rédaction, de devenir correspondants attitrés. Nous tenons à la disposition de ces camarades des cartes de correspondants. En étant correspondants attitrés, vous pourrez être en liaison avec nos bureaux régionaux de presse et participer à leur travail.

Nous voulons vous permettre de vous associer à part entière à la rédaction du journal. C'est pourquoi, nous organiserons des réunions régulières de l'ensemble de nos correspondants avec l'équipe de rédaction parisienne. Pour ceux qui en ont la possibilité, nous pourrions les attacher comme journalistes à cette équipe de rédaction. Pour que les problèmes matériels ne constituent pas un obstacle insurmontable, nous proposons de rembourser, dans la mesure du possible, les frais qu'ils seraient amenés à engager (téléphone, frais de déplacement...).

Il existe dans notre peuple de grandes réserves d'expérience positive de lutte, mais tout cela est encore dispersé, inutilisé pour la Révolution. Voilà ce qu'il faut changer, en faisant masse autour du Quotidien du Peuple !

DES LE 29 SEPTEMBRE 1975

après Front Rouge organe central du PCR (m-l)



COMMANDEZ CES AFFICHES

## dans le courrier des lecteurs

DE BESANÇON  
UN JEUNE SOLDAT NOUS ECRIT :

«Je vous enverrai régulièrement des informations sur l'armée, sur ce qui se passe dans ma caserne. Et, à l'occasion, des articles sur des romans, des films et les problèmes d'un art au service du peuple».

Merci camarade, les journalistes chargés de la réalisation de la page jeunesse et de la page culturelle, vont se mettre directement en rapport avec toi.

ET V.J. DE PARIS :

«Je propose mes services au nouveau quotidien. J'occupe un poste clef à l'heure actuelle dans un service ASSEDIC, et je suis au courant de beaucoup de chiffres et de faits sur le chômage... J'espère que des personnes comme moi se réclamant du courant révolutionnaire pourront vous communiquer leurs connaissances et leur avis sur une situation bien connue d'elles, en l'occurrence pour moi, le chômage...»

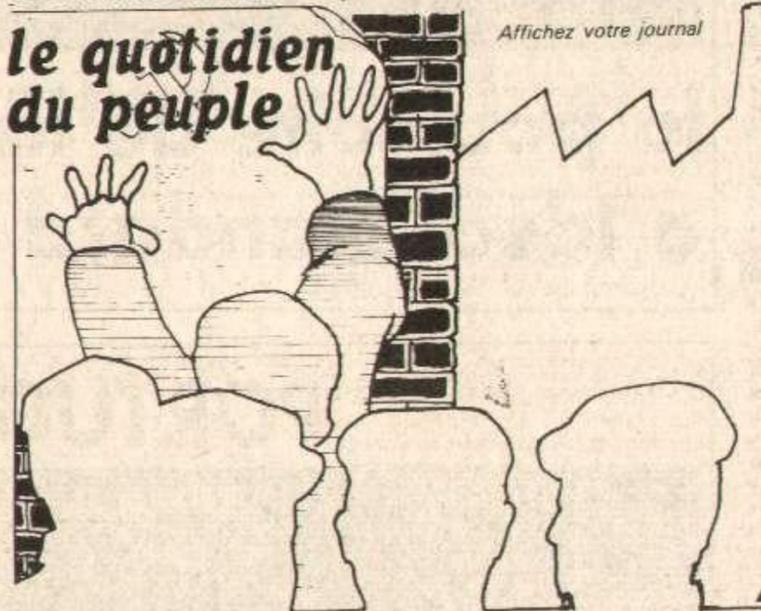
Nous te remercions et espérons que ta proposition sera suivie de nombreuses autres. Un camarade de la section Luttes Ouvrières va se mettre en rapport avec toi et vous verrez ensemble la contribution que tu peux apporter au journal sur cette question importante de l'accroissement du chômage total ou partiel.

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

BP 225 75924 Paris cedex 19  
Directeur de publication : Y. CHEVET  
imp. ROTO-NATION  
CCP : 23132 48 F Paris  
distribué par les NMPP

## gagnons la bataille de la diffusion

Trouver son Quotidien chaque jour près de chez soi en partant au travail, c'est une condition pour pouvoir le jour même le prêter aux amis, aux connaissances... Retournez ce bon le plus rapidement possible au «service des ventes du QUOTIDIEN DU PEUPLE, B.P. 225 - 75924 PARIS 19, il vous permettra de trouver au kiosque le plus proche les journaux dont vous avez besoin ! Faites circuler largement le QUOTIDIEN DU PEUPLE.



## BON A ENVOYER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE SERVICE DES VENTES

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr près de mon domicile ou de mon travail, voulez-vous le faire déposer

à la librairie ..... (nom précis de la librairie)

au kiosque .....  
de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville.....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien du Peuple  
Veuillez donc en mettre en dépôt ..... (nombre) dans ce kiosque

## SOUSCRIPTION

Le Quotidien du Peuple paraît aujourd'hui. C'est un succès. Nous savons qu'à partir de maintenant nous allons mener une bataille quotidienne contre tous les obstacles que la bourgeoisie dressera devant nous, pour une parution régulière, répondant toujours mieux aux besoins des travailleurs. Dans cette bataille, la question des finances est particulièrement importante.

Camarades, souscrivez, abonnez-vous, collectez autour de vous ! La parution du «Quotidien du Peuple» doit faire franchir un bon en avant à notre souscription, en permettant de développer plus largement encore les collectes de masse : de multiplier les abonnements. Ecrivez-nous pour nous faire part de vos initiatives !

Votre quotidien existe, il faut qu'il vive : le «Quotidien du Peuple» a besoin du soutien financier de tous ceux qui le connaissent. Il est indispensable que chacun contribue à son succès, dans la mesure de ses moyens, si modestes soient-ils. Le «Quotidien du Peuple», cela veut dire aussi que c'est du peuple que le journal puise ses ressources.

### JE M'ABONNE

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

### JE SOUSCRIS

10 F	100 F
50 F	F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

# PORTUGAL : QUEL AVENIR

Depuis un an et demi, le Portugal est devenu le point de mire de l'Europe. Après le renversement du fascisme par un groupe d'officiers, la bourgeoisie n'est toujours pas parvenue aujourd'hui à y stabiliser un nouveau pouvoir politique.

La question : «est-ce que la révolution est en cours au Portugal ? Quelle révolution ?» intéresse directement des millions de travailleurs européens.

C'est pour aider à la résoudre que le Quotidien du Peuple ouvre, dès son premier numéro, le débat. D'emblée, il faut rendre compte du tournant

important qui vient de se produire. Après le 25 avril, et particulièrement après le 11 mars, le Parti Communiste Portugais s'était lancé dans une politique systématique de contrôle des différents leviers de pouvoir du système bourgeois.

Avec le renversement de tendance au sein du Mouvement des Forces Armées, et l'éviction du général Vasco Gonçalves de son poste de premier ministre, le PCP vient de subir une défaite cuisante. Cette nouvelle situation pose une série de questions. C'est celles que nous allons discuter ces prochains jours :

COMMENT SE REPÉRER DANS LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS DEPUIS LE 25 AVRIL 1974 ?  
QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE DE CUNHAL ?  
QUI SONT LES «9» OFFICIERS QUI VIENNENT DE PRENDRE LE POUVOIR ?

QUELLE EST LA DÉPENDANCE DE L'ÉCONOMIE PORTUGAISE ?  
OÙ EN EST AUJOURD'HUI LE MOUVEMENT DES MASSES ?  
QUELLES SONT LEURS PERSPECTIVES ?

## les paysans du Nord



Les grandes manifestations de paysans du Nord, au cours desquelles de nombreux sièges du PCP ont été mis à sac, ont été le fait politique majeur des mois d'été au Portugal. Elles ont puissamment contribué à affaiblir la position du PCP. En France, elles ont été l'objet d'une importante campagne du PCF, qui n'a cessé de dénoncer ces «exactions fascistes».

Faut-il prendre pour argent comptant ces affirmations ?

Pour notre part, nous préférons chercher la vérité dans les faits, partir d'un point de vue de classe pour comprendre la situation.

### qui sont les paysans du nord et du centre

Essentiellement des paysans parcellaires, pauvres (très pauvres), et moyens.

L'oppression fasciste a pesé lourdement sur les campagnes du Nord, sous la forme des potentats locaux, appelés caciques : gens de la bourgeoisie campagnarde, notaires, médecins, membres du parti fasciste (la légion portugaise). Pour acheter des engrais, pour obtenir un prêt, pour toutes les choses courantes de la vie, il fallait passer par le cacique, qui en profitait pour dicter ses conditions, y compris politiques, aux paysans. Les curés, «nos pères», n'étaient pas moins puissants, pas moins liés au régime.

Les dix dernières années du régime fasciste ont vu la pénétration du capitalisme à la campagne, une série de mesures prises pour provoquer systématiquement l'exode rural.

Résultat : baisse de la population active globale dans le pays (0,6% par an de 1962-1963 à 1972-1973). Sur trois travailleurs quittant l'agriculture, deux se sont expatriés durant cette période. La part de la population active agricole, dans ces mêmes années, est passée de 40% à 28,6% de l'ensemble. Autre résultat : le Portugal, pays «traditionnellement agricole», importe chaque année plus de denrées alimentaires.

Dans les mois qui ont suivi le 25 avril, le PCP a entrepris une conquête systématique de l'appareil d'État. Dans les villages, il s'est emparé des municipalités, souvent sous le couvert du «Mouvement Démocratique Portugais - Commission Démocratique Électorale» (MDP - CDE).

Selon le PCP, il convenait de s'appuyer à la campagne sur les gens «éclairés» : avocats, médecins, notaires, prétendument «anti-fascistes». Cette couche de notables est venue reproduire, au nom du «communisme», exactement les mêmes pratiques que les «caciques» de l'ancien régime. Quand ce ne sont pas les caciques fascistes eux-mêmes qui ont adhéré au PCP.

### la campagne après le 25 avril

De nouveaux facteurs de difficultés sont venus s'ajouter aux anciens. Afin de garantir leur mainmise sur le pays, les impérialistes occidentaux se sont lancés dans une politique de boycott économique. Par exemple, la Grande Bretagne et les USA ont arrêté leurs importations de vin. C'était facile : le secteur d'exportation des vins de Porto était à 50% entre les mains des Anglais. Dans le domaine des produits achetés par les paysans, l'impérialisme a fait monter les prix. Par exemple, le secteur des aliments pour le bétail est entièrement entre les mains d'entreprises étrangères (PROVIMI, Sanders, ...); dans le secteur des engrais, elles ont de fortes positions (groupe belge Bekaert-Velge) etc ...

Les différents gouvernements depuis le 25 avril n'ont pris aucune mesure concrète contre les sociétés impérialistes étrangères. Lorsque le PCP dominait l'appareil d'État, il s'est tourné vers l'URSS. Les sociaux-impérialistes en ont profité pour se livrer à leurs trafics habituels : ayant acheté des quantités assez importantes de vin, ils les ont revendues à des prix de dumping en Suisse, et le Portugal a vu ainsi un autre de ses marchés traditionnels se fermer devant lui. Aux paysans qui avaient besoin, pour vivre, de vendre leur vin six escudos le litre, le gouvernement a proposé de l'acheter quatre escudos.

Tous les facteurs d'une profonde révolte paysanne étaient ainsi rassemblés.

### pourquoi s'attaquent-ils au PCP

D'autre part, ces pratiques se sont très gravement étendues après les nationalisations : crédit distribué sélectivement par les banques dirigées par le PCP (la coopérative révisionniste «Estrela Vermelha», de l'Alentejo, a par exemple reçu à elle seule autant de crédit que toutes les autres coopératives réunies). Les révisionnistes ont cherché à étendre leur pouvoir. Ainsi, au Crédit Agricole s'était formée une commission chargée de la liquidation des biens des «gremios» (organismes chargés du crédit au temps du fascisme) : le PCP n'a cessé d'intriguer pour enlever ses pouvoirs à cette commission, en vue de les remettre à la «ligue des petits et moyens agricul-

teurs» fantôme qu'il avait mise sur pied.

C'est contre cette politique révisionniste qu'exaspérés par la situation insupportable qui leur était faite, les paysans du Nord se sont soulevés massivement, pour de profondes raisons de classe. Visant l'ennemi immédiat, ils se sont attaqués aux sièges du PCP. Ils n'ont pas toujours su distinguer que, dans leurs rangs, se glissaient des provocateurs qui n'attaquaient les nouveaux caciques que pour mieux faire revenir les anciens. Ils ne sont pas rendus compte que leurs manifestations contribuaient à préparer l'avènement d'un gouvernement réactionnaire. Mais qui d'autre que le PCP les a jetés dans les bras de la réaction ? revolvez juste des masses paysannes.

## «Avant, le dimanche, on ne pouvait parler que de football»

Nous avons eu une discussion avec deux camarades qui se sont rendus, cet été, au Portugal : Patricia, ouvrière dans la région de Caen, et Christophe, ouvrier à Saint-Étienne.

Patricia : J'ai passé une semaine et demi dans un village du Nord, Rio Torto, dans la région de Gouvia ; j'étais avec des travailleurs immigrés de Moulinex, originaires du village. Il y a une forte proportion de paysans de la région qui émigrent. Et cela n'a pas cessé depuis le 25 avril : le paysan qui a repris la terre de celui avec qui on était venu, cherchait à son tour à partir avec sa famille.

Christophe : C'est vrai, la proportion d'émigrés est incroyable. Le 14 et le 15 août, on s'est arrêté dans des petits villages entre Braga et la frontière. Il y avait une colonie entière d'ouvriers de Michelin, avec des voitures immatriculées 63. Le 15 août était jour de fête religieuse. On voyait bien comment l'église tenait le haut du pavé : tout l'après-midi, la messe était diffusée par haut-parleur dans tout le village, sur un ton assourdissant. Pourtant, il y avait un recul dans

les masses. Les gens désapprouvaient l'archevêque de Braga, et la manifestation qu'il avait organisée : ils le rendaient responsable des violences.

Jean : il doit y avoir de puissants facteurs de révolte dans les masses contre la hiérarchie. Par exemple, on m'a expliqué qu'avant le 25 avril, les curés se permettaient de faire le tour des maisons et de vérifier les feuilles de paie pour voir si les gens payaient bien le dernier du culte.

Patricia : J'ai aussi assisté à une fête à Gouvia, avec une procession. Il y avait assez peu de gens qui suivaient, surtout de vieilles femmes. Il y a dix ans, il y avait deux fois plus de monde. A Rio Torto, pour une procession, la plupart des gens étaient partis voir le match de football.

Christophe : C'est vrai que l'église étale sa richesse. Dans la procession que j'ai vue, il y avait des chars décorés auxquels on avait accroché des billets de banque : les dons des gens à l'église. C'était une vraie insulte à la misère autour. Mais il y avait à peine 150

personnes qui suivaient, et c'était la plus importante dans tout le nord-est, ce jour-là.

Jean : Est-ce que les paysans approuvaient le renversement du fascisme ?

Patricia : Nettement, ils ressentaient la liberté de pouvoir parler.

Christophe : Ils ressentaient aussi la pression des révisionnistes. Ils avaient l'impression qu'à nouveau des gens commençaient à rôder autour d'eux. Ils parlaient d'une nouvelle PIDE.

Patricia : La liberté de parler, cela voulait dire, dans le village, que beaucoup de gens se retrouvaient au café pour parler politique, par exemple. Un fait révélateur : la fête de Gouvia, dont je parlais tout à l'heure. Autrefois, il paraît beaucoup moins de monde. Cette année, des files de gens étaient venues de tous les villages, à dix kilomètres à la ronde. Partout, il y avait des groupes qui parlaient politique. Les révisionnistes ne devaient pas se sentir bien forts : les trois jours que la fête a duré, leur local est resté fermé.

Jean : En somme, chez les paysans du Nord, le renversement du fascisme est ressenti comme positif. Ils ne veulent pas d'un retour à l'ancien ordre des choses.

Christophe : Il faut voir ce que c'était. On n'imagine pas les tracasseries pour le moindre papier, le piston qui régnait partout, la peur des émigrés chaque fois qu'ils passaient la frontière, l'ambiance inconfortable.

Patricia : Oui ; aujourd'hui, les gens n'ont plus la même attitude. Par exemple, un jour qu'on avait pris des paysans en auto-stop, on a eu une contravention. Ils ont insisté pour qu'on aille protester au commissariat, en disant : «maintenant, ce n'est plus comme avant. Les flics ne font plus la loi.» Un paysan m'a dit : «avant, le dimanche, on ne pouvait parler que de football. Maintenant, on peut parler de politique.» Chez les paysans comme ailleurs, les gens se posent des questions ; ils veulent avancer par la discussion. Prétendre que les paysans du Nord sont des fascistes, c'est tout à fait contraire à la réalité.

politique

CHIRAC A LYON

Le mardi 30 septembre, le Premier Ministre CHIRAC et plusieurs membres du gouvernement vont se rendre à Lyon et assister à la réunion du conseil régional Rhône-Alpes.

Ce déplacement ministériel s'inscrit dans une perspective politique précise. Il intervient quelques semaines après l'adoption du «Plan de relance» par le parlement, la réunion des préfets de région pour la mise en application rapide de ce plan, la répartition entre les 22 régions de crédits de relance, arrêtée le 25 septembre et enfin après deux jours de concertation entre Giscard Chirac et 25 des plus importants chefs d'entreprises.

De plus, ce voyage prend une signification particulière après le discours de Chirac aux journées d'études parlementaires de l'U.D.R. Il y a réaffirmé l'autorité de l'Etat et la fermeté du gouvernement face au mouvement de luttes et au développement de l'agitation sociale, déclaré «inadmissible» «la propension à vouloir régler les problèmes par des manifestations».

Le succès du Plan de relance dépend d'une mobilisation de l'administration et d'une mobilisation psychologique et politique. Dans ces conditions, lors de cette réunion du Conseil Régional Rhône-Alpes, il ne sera pas seulement discuté de la distribution des 320 millions alloués à cette région, mais également de la détermination des travailleurs à ne pas faire les frais de cette politique.

Or la Région Rhône-Alpes connaît un important chômage tant partiel que total. Les choses vont en s'aggravant avec l'annonce de la direction Berliet d'ajouter 712 licenciements aux 1200 déjà réalisés depuis juin dernier, de Péchiney Ulgine-Kulman de procéder à des mesures de chômage partiel dans trois de ses établissements de cette région, de la société Potain de supprimer 200 emplois.

Ce ne sont pas les salamales que Chirac fera à Lyon qui résoudre les problèmes et le Premier Ministre aura l'occasion de constater à quel point les travailleurs rejettent sa politique.

économie

Juillet 1975 : Ferry, président de la Chambre Syndicale Sidérurgique, annonce «S'il n'y a pas de relance d'ici la rentrée, la sidérurgie sera contrainte de réduire ses effectifs».

Aujourd'hui, malgré les décisions de réduction d'horaires, il brandit toujours la menace de licencier 30 000 travailleurs.

C'est la baisse brutale de la production, une situation de crise telle que la baisse brutale de la production, une situation de crise telle que la sidérurgie n'en aurait pas connue depuis quarante ans. Pourtant, en présentant en juillet son rapport annuel, il avait reconnu que 1974 avait été une année exceptionnelle : production en hausse de 7% par rapport à 1973, accroissement de 71% en valeur, augmentation du chiffre d'affaire...

Effectivement, la sidérurgie connaît depuis le début de l'année une baisse certaine de la production - 13 % - la réduction à 60-70 % de la capacité de production.

Ces difficultés sont dues à la baisse des commandes dans certaines branches et à un déstockage généralisé : en 1974, toutes les industries avaient procédé à des stockages importants par crainte de manquer d'acier.

Mais au même moment, Ferry lui-même laisse entendre que ces difficultés sont passagères puisqu'en juillet, il

A PROPOS DE L'AFFAIRE FABRE



Tout au long de la semaine dernière, ce qu'il est convenu d'appeler à présent l'affaire Fabre, (du nom du président des radicaux de gauche) (R.G.) a été l'occasion d'une agitation fébrile du petit monde politique bourgeois. Les supputations vont bon train quant à l'issue de l'entrevue, le 30 septembre à l'Élysée, les invectives au sein même de l'union de la gauche ont, à cette occasion repris de plus belle.

Au-delà de ces remous, quel est l'enjeu politique de cette affaire ?

Fort du succès électoral relatif de l'union de la gauche aux dernières élections présidentielles, alors que le programme «commun» restait un projet politique gouvernemental crédible, les R.G. semblaient solidement armés à cette union de la gauche.

Depuis la situation politique a considérablement changé. L'opposition et le rejet de plus en plus grand que rencontre le pouvoir de la part des masses populaires inquiète de plus en plus la bourgeoisie. Le maillage pseudo-réformiste et libéral de cette politique s'efface de plus en plus pour laisser apparaître crue la répression des mouvements de masses qu'ils soient des travailleurs (chôssun...) ou du peuple corse, le cru visage de la domination de la bourgeoisie.

Nécessité donc pour Giscard Chirac de redorer le blason réformiste et néo-libéral de leur politique. D'où les appels réitérés de Giscard de «décrier la vie politique française», de concertations avec les partis de l'opposition, d'où les pressions accrues du pouvoir sur l'union de la gauche, la

volonté d'attirer dans sa propre mouvance un certain nombre dits de gauche, les R.G., voire même l'aile droite du P.S.

Politique qui pour la fraction de la bourgeoisie au pouvoir présente un double intérêt. Non seulement obtenir une caution de gauche à sa politique, mais encore affaiblir l'union de la gauche, porter un nouveau coup à sa déjà faible crédibilité aux yeux des masses populaires, préparer déjà les élections législatives et municipales.

Pour les R.G., c'est l'occasion de réapparaitre sur la scène politique comme une formation politique qui a son mot à dire. Fabre esquissant un pas de deux avec Giscard, les protestations outrées du P.Cu.F. ajoutent à la publicité de l'événement.

D'autant plus que l'initiative de R. FABRE avec l'assentiment unanime

élections partielles sénatoriales dans le Tarn et Garonne

Le deuxième tour des élections partielles sénatoriales dans le Tarn et Garonne, dimanche dernier, a suscité de la part de la classe politique de la bourgeoisie un intérêt qui dépasse largement le cadre local. En effet, se déroulant entre la démission de Caillaud du Mouvement des Radicaux de Gauche (R.G.) et la prochaine entrevue Fabre-Giscard à l'Élysée malgré les protestations du P.Cu.F., le deuxième tour opposait un candidat R.G., TAJAN, à celui du P.S., DELMAS, prenant un relief particulier. D'autant plus que Delmas, qui avait maintenu sa candidature malgré les pressions de la direction du P.S., bénéficiait par «discipline républicaine» des voix du P.Cu.F. et se trouvait ainsi être le candidat de l'Union de la Gauche. En définitive, TAJAN l'a remporté «grâce» au report de la plupart des voix de la majorité gouvernementale sur son nom (83 SUR 110). Les partis au pouvoir se préparent à exploiter cet événement électoral pour accroître les dissensions au sein même de l'Union de la Gauche, tirer profit du peu de crédibilité à présent du programme commun. Toujours est-il que les frontières entre Partis de la majorité et partis dits de gauche sont de plus en plus floues.

CE QUE PRÉPARENT LES PATRONS DE LA SIDÉRURGIE

déclarait : «Les besoins mondiaux sont destinés, au delà des fluctuations conjoncturelles, à croître à un rythme de 5% par an ; la satisfaction de ces besoins exigera un accroissement considérable des capacités de production celle-ci devant passer de son niveau actuel de 700 millions de tonnes à 1 milliard en 1980 et probablement à 2 milliards en l'an 2000.»

Depuis, des possibilités de marchés avec les pays du Moyen Orient sont venues confirmer cet optimisme : 3000 tonnes de palpanches ont déjà été livrées à l'Iran, avec la prévision d'un contrat de 500 000 tonnes.

Alors, pourquoi maintenir la menace de 30 000 licenciements (sur 150 000), comme si la production d'acier n'avait plus ou peu de débouchés ?

RESTRUCTURER LA SIDÉRURGIE

Derrière cette menace, se dessine un projet de restructuration de la sidérurgie.

D'autre part, ils veulent accroître la production de tôles minces, de produits... c'est à dire la production destinée à la consommation : automobile, bâtiment, constructions mécaniques, électroménager. Ce qui ne fera qu'aggraver la sous-consommation des masses.

D'autre part, ils veulent accroître la production d'acier lourd et d'aciers

spéciaux dans l'espoir de réaliser des profits fabuleux sur le marché de l'énergie nucléaire et celui des pays du Moyen Orient.

FAIRE PAYER LA RESTRUCTURATION AUX TRAVAILLEURS

C'est donc une sorte de nouveau plan acier que mijotent les patrons de la sidérurgie, prévoyant sans doute, comme celui de 1966, des milliers de licenciements.

Ce qui confirme aussi cette hypothèse, c'est l'appel répété à «l'aide» de l'État : «Nous n'avons plus un sou pour investir en 1976, et il faudra nous aider beaucoup plus que par le passé» ont déclaré les patrons de la Sacilor fin août. Ce qu'ils veulent, c'est un contrat de financement sur 4 ou 5 ans, beaucoup plus important que celui de Fos. Certains journaux parlent de 12 milliards de francs que Ferry ferait mine de négocier avec Chirac ; mais leur petit jeu ne trompe personne, car tous deux sont complices dans l'affaire. L'objectif, c'est de faire admettre la nécessité de financement par le chantage à la crise, c'est à dire faire payer la restructuration de la sidérurgie par l'ensemble des travailleurs.

LES RÉVISIONNISTES FONT DE LA SURENCHÈRE

Les révisionnistes du P.Cu.F. récla-

ment, eux aussi, le financement par l'État : Porcu, éminent spécialiste du P.Cu.F. dans la sidérurgie, a dit au directeur de la S.A.R. : «Vous ussez, avec les communistes, avec la CGT, envoyez un télégramme à Giscard pour que le gouvernement investisse dans la sidérurgie». Et ce n'est certes pas la création d'une Commission d'Enquête Parlementaire qui changerait quelque chose. De même, la nationalisation et la «relance de la production» ne modifieraient pas le plan de la bourgeoisie. Au contraire, on entend déjà les appels d'un éventuel gouvernement d'Union du Peuple de France pour une nouvelle «bataille de la production», comme en 1945 quand les révisionnistes participaient au gouvernement.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT PAS DE RÉDUCTION DE SALAIRES

La riposte que les travailleurs ont déjà engagée dans plusieurs usines montre qu'ils ne se laissent pas duper par ces propositions. De plus en plus, ils prennent conscience que seule une offensive d'ensemble des travailleurs de la sidérurgie pourra empêcher tout licenciement et toute réduction de salaire.

(demain, nos correspondants font le point dans leurs régions)

idéal-standard danmarie les lys

en bref

DES PAYSANS OCCUPENT LA MAIRIE

Vendredi, une centaine de paysans travailleurs ont occupé la mairie d'Usson du-Portou dans la Vienne, pour protester contre le licenciement de 4 ouvriers agricoles. Leur patron, le cumulard et député giscardien Lopercq, propriétaire d'une ferme et d'une porcherie, avait décidé de vendre, et de licencier ses ouvriers. Les paysans s'étaient d'abord rendus chez Lopercq, qui n'était pas là ! Les paysans ont quitté la mairie vers minuit.

ANGERS : CRS CONTRE LES GREVISTES DE LA SORÉTEX

Samedi à 4 heures du matin, les CRS de 18 cars de police se lançaient sur les 50 travailleurs qui occupaient cette nuit-là leur usine, la Sorétex, à Angers.

Les 700 travailleurs de l'entreprise sont en grève depuis le 23 pour des augmentations ; devant le refus de la direction, ils avaient occupé les locaux, et retenu un directeur et des cadres. Ceux-ci sont sortis sous la protection des CRS.

AUBERVILLIERS : TENTATIVE DE RESTRUCTURATION SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS DE LOURDELET CARPAX

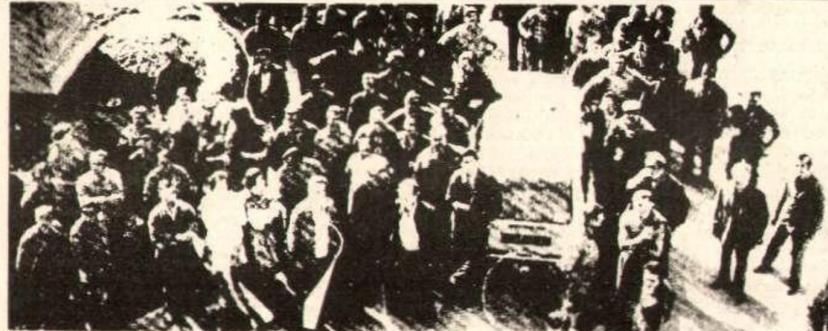
Les passants de la rue Henri Barbusse à Aubervilliers peuvent voir tous les midi à l'embauche et à la débâche les ouvriers de Lourdelet (cartonnerie) distribuer leurs tracts et appeler au soutien de leur lutte devant leur usine occupée.

La direction veut moderniser l'entreprise (achat d'une machine de 1 milliard) en faisant payer par le licenciement de 41 ouvriers sur les 200 que compte l'entreprise (à 80 % d'immigrés), et en supprimant au reste la prime de marche réduite (équivalent à 32 h par mois) ce qui fait une perte moyenne de 500 F par ouvrier. Les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille, après un débrayage de 2 H par jour. Ils ont décidé l'occupation. Autour d'eux, s'organise le soutien, en particulier celui des jeunes de deux lycées et du CET de la rue Henri Barbusse qui ont décidé d'organiser des collectes.

SUPPRESSION DES 41 LICENCIEMENTS !

MAINTIEN DE LA PRIME DE MARCHÉ RÉDUITE !

Correspondant d'Aubervilliers



Le gouvernement appuie le plan de liquidation de l'entreprise. La «solution SGF», c'est conserver les secteurs jugés rentables et éliminer les autres. La bourgeoisie espère ainsi diviser les travailleurs : ceux de Dôle, et d'Autun et environ la moitié du siège social à Paris ont reçu des assurances pour 40 heures par semaine, pendant trois mois et ceux de Dammarie et d'Aulnay sous Bois seraient purement et simplement jetés à la rue. Pour faire échouer ces manœuvres, il faut s'opposer au démantèlement. A Dôle et Autun, comme à Dammarie et Aulnay, c'est tous ensemble que les travailleurs imposeront leur droit au travail.

A l'usine IDEAL STANDARD de Dammarie-les-lys près de Melun la mobilisation des travailleurs est grande. Les travailleurs accusent : «Les patrons soutenus par le gouvernement veulent démanteler l'entreprise. La «solution S.G.F.» ne tient pas compte des usines d'Aulnay-sous-bois et de Dammarie. Au total ce sont 2040 des licenciements qui sont prévus. Hier matin à l'assemblée générale de 10 h 30, l'annonce était faite que les lettres de licenciements seraient reçues le 3 octobre pour tout le personnel.

Le projet de liquidation ne date pas d'aujourd'hui. Déjà en mai de cette année il y avait eu 300 licenciements plus un grand nombre de changements de postes pour inciter les gars à partir. Au mois de juillet la situation

IDEAL STANDARD DAMMARRIE-LES-LYS : NON AU DEMANTELEMENT

Le gouvernement appuie le plan de liquidation de l'entreprise. La «solution S.G.F.» c'est conserver les secteurs jugés rentables et éliminer les autres. Ceux de Dôle, d'Autun et environ la moitié du siège social à Paris ont reçu des assurances pour 40 H par semaine, pendant trois mois et ceux de Dammarie et d'Aulnay-sous-bois seraient purement et simplement jetés à la rue.

Pour faire échouer ces manœuvres, il faut s'opposer au démantèlement. A Dôle et Autun comme à Dammarie et Aulnay, c'est tous ensemble que les travailleurs imposeront leur droit au travail.

NON AU DEMANTELEMENT

luttes ouvrières

A quelques centaines de mètres d'Idéal Standard, une large banderole s'étale sur la grille qui donne accès aux ateliers des Sièges-M.G. : «usine occupée».

Dans un des ateliers, une quinzaine d'ouvrières discutent. «essayez-vous», c'est dit sur le ton ironique : ce ne sont pas les sièges qui manquent, en effet !

C'est en rentrant des congés que ces ouvrières, au nombre de 60, ont eu la surprise de constater que leur usine était fermée. Profitant des vacances, le patron avait fait démanteler la plus grande partie du matériel de production (machines, outillages, calibres). «ce qu'on nous a dit alors, c'est que l'entreprise serait reprise en gérance-location par les Etablissements Erton, à Morsang-sur-Orge. C'est à plus d'une heure de trajet d'ici et puis nos primes sauteraient...». «Occuper, on n'avait pas d'autre solution». Et pourtant, cela n'est pas venu tout seul. Les premiers tracts mentionnaient comme mot d'ordre : «en cas de licenciement, paiement du préavis».

« Mais trouver un emploi sur place ? On s'est vite rendu compte que cela n'était pas possible. » « Oui, ce que nous voulons, ajoute une jeune ouvrière, c'est continuer à travailler ici à Dammarie. La famille, le logement, nous avons tout ici. » Bien sûr, la préfecture n'a pas manqué de faire miroiter la perspective du paiement à 90 % du salaire puisqu'il s'agissait d'être valable trois mois, et après ? Et en plus, au cas où on refuse un travail, ils les suppriment. Quand on sait que l'ANPE va jusqu'à proposer des emplois à Paris, à 50 kilomètres !

« On s'est vite rendu compte que seule une solution collective, pour le maintien de l'entreprise, était valable. Depuis, on occupe jour et nuit. Et puis, il faut dire qu'avec les gars d'Idéal Standard, on a fait des actions ensemble. Ici, on est tous solidaires, ça c'est une force. Et puis, nous, les mariages de capitaux, c'est pas notre affaire, ce qu'on veut c'est notre emploi, un point c'est tout. »



A Dammarie on organise l'occupation. Des commissions ont été créées pour animer la lutte. Un collectif de direction comprenant des délégués des différents syndicats et des gars de chaque secteur a été mis sur pieds. Tous les jours, assemblées générales et fréquentes réunions des ouvriers.

Les travailleurs sont décidés : «Il y a du boulot, l'usine peut tourner. Nous obtiendrons nos revendications» NON AU DEMANTELEMENT ! NON AUX LICENCIEMENTS ! Gérard PRIVAT

Petercem Non aux licenciements !

Depuis le jeudi 25 septembre, une banderole est accrochée aux murs de Petercem : «USINE OCCUPEE» «NON AUX REDUCTIONS D'HORAIRE NON COMPENSEES» «NON AU SALAIRE AU RENDEMENT» «NON AUX LICENCIEMENTS».



A PETERCEM, depuis novembre 1974, c'est le chômage partiel, les licenciements camouflés. En février de cette année, c'est la mise en place du salaire au rendement, en septembre, c'est l'annonce des licenciements des travailleurs à partir de 59 ans, l'extension du chômage partiel (36 H) à tout le personnel féminin.

La politique de la direction de PETERCEM et du trust tout entier est donc clair : sous prétexte de restructuration, il s'agit de produire plus avec le moins de travailleurs possible et à moindre frais. En bref, c'est la relance du chômage, de la misère.

Dès le mercredi 24, à 10 H du matin, les ratures du patron sont connues. «Cette fois, c'est trop ; avec six gosses à la maison, je vous le dis, je suis perdu ; cela fait trop longtemps qu'on subit, il faut y aller, il faut occuper l'usine» déclare ce vieux travailleur, allant d'un groupe à l'autre, dans la cour de l'usine, exprimer sa révolte. A 10 H 30, les ouvriers montent occuper les bureaux de la direction et la séquestre.

L'idée de la grève illimitée est sur toutes les lèvres ; les travailleurs savent à quoi s'en tenir : déjà, la lutte engagée depuis mars-avril contre le chômage partiel et le salaire au

rendement a montré à plusieurs reprises que les travailleurs rejettent de plus en plus le chantage à la crise, que face aux attaques de la direction, l'heure n'était plus aux hésitations mais à la lutte.

Mercredi soir, une assemblée de travailleurs (300) vote l'occupation, sachant que cette décision correspond à l'aspiration de toute l'usine, et qu'elle a le soutien de tous les travailleurs. Aussitôt, les révisionnistes du PCF qui contrôlent la section CGT s'y opposent de front, prêchant à la fois l'attentisme «Attendons demain, il ne faut pas s'emballer, les gars ne sont pas mûrs» et la catastrophe «vous allez au casse-gueule, tant pis pour vous, nous on sera à l'abri et la révisionniste locale qui renchérit, se fait huer en déclarant : «La situation ne justifie pas

l'occupation». Les gars sont alors écumés, dégoûtés. Beaucoup se retrouvent au bistrot du coin et parlent déjà d'occuper l'usine le lendemain. Le jeudi 25, à 5 H 30 du matin, le piquet de grève est déjà en place. A 7 H, une AG tient où un vote est organisé, mais à bulletins secrets et... avec les cadres et les chefs. Les résultats du vote sont présentés comme négatifs pour l'occupation et les révisos proposent leur «forme de lutte» : une demi-journée de grève par semaine. Alors que PETERCEM est en grève à 95 %, que la majorité des ouvriers est pour l'occupation, que tous savent que c'est le moment ou jamais, les révisionnistes de la CGT, bientôt rejoints par le PS appellent à la reprise du travail.

C'en est trop : «Le 23, pour leur journée d'action, on a perdu une heure, et maintenant qu'on veut se battre, ils ne sont pas d'accord» dira un ouvrier. Il ne faudra pas moins de 5 H d'empoignades pour obliger la section CGT à s'incliner devant la volonté unanime des travailleurs. L'occupation est décidée : un groupe de travailleurs et de délégués CFDT organisent la lutte : Quatre commissions sont mises en place (Occupation, Animation, Popularisation, Finances), un comité de grève est élu en AG. Le vendredi matin, la direction avec ses cadres et sa maîtrise tente de retourner les non grévistes contre ceux qui occupent, c'est un échec.

Correspondant PETERCEM

# POUR UN ART ET UNE CULTURE AU SERVICE DU PEUPLE

Pour engager le débat sur la musique populaire, aujourd'hui

On pourrait dire que l'art, sans doute sous les formes les plus avilies, a investi massivement la vie de chaque jour. C'est le flot ininterrompu de musiques qui inonde les supermarchés. Ce sont les films, les émissions « artistiques » de télévision qui reçoivent des millions de spectateurs. Ce sont les panneaux publicitaires qui, dans le métro, sur les murs des villes rivalisent pour accrocher l'oeil, par un nouveau « truc » du dessinateur. Ce sont des milliers de disques offerts à la vente et successivement imposés par le hit-parade. Ce sont les tonnes de bandes dessinées destinées aux jeunes, les tonnes de romans-photos.

Et pourtant, jamais comme aujourd'hui, la production artistique n'a été à ce point étrangère, extérieure à l'immense majorité de la population. C'est en fait une poignée de producteurs de cinéma, de maisons d'édition, de hauts gestionnaires de la radio-télévision, de capitalistes du show-business qui décident de l'essentiel des productions, importées ou non, qui vont envahir un temps le pays, qui monopolisent les moyens matériels et financiers d'expression artistique, qui recrutent, sélectionnent et façonnent, selon leurs besoins, les « artistes ».

La masse des travailleurs n'a aucune possibilité de participer si peu que ce soit à la fabrication de cet « art ». Elle n'a que le droit de le subir, et de plus, de le financer par toutes sortes de prélèvements plus ou moins directs : redevances, impôts, taxes, télé, radio, droits d'auteurs, etc...

Nous sommes parvenus, aujourd'hui, à une étape très avancée de toute une évolution qui tend, dans la société capitaliste, à priver les plus larges masses de tout moyen d'expression artistique, à stériliser, dans ce domaine aussi, leur initiative, leurs capacités de création.

Cela a commencé avec le dépeuplement des campagnes où les traditions artistiques populaires, enracinées depuis des siècles, ont progressivement périclité, jusqu'à s'éteindre presque complètement aujourd'hui dans certaines régions. Que peut-il subsister des fêtes, des danses, des chants et des histoires retransmises de génération en génération, dans des villages qui se sont vidés de leurs habitants et où il ne subsiste plus que quelques fermes dispersées ? Dans le même temps, l'intégration de plus en plus étroite des campagnes au marché capitaliste y a favorisé la pénétration, comme produits de substitution, des moyens de diffusion standardisés, centralisés de la culture bourgeoise : la radio, la télévision, les disques, etc...

Dans les villes, les grandes concentrations industrielles, en particulier l'intensification du travail, l'allongement démesuré du temps de transport, la destruction systématique des quartiers ouvriers éclatés en cités dortoirs éloignées, cloisonnées où les travailleurs ont tout juste le temps de dîner et de s'endormir. Tous ces facteurs ont profondément sapé la possibilité même que survivent et se développent les formes de culture ouvrière et populaire telles qu'elles existaient largement au XIX<sup>ème</sup> siècle, à Paris, par exemple.

L'art est devenu une marchandise, un secteur de la production aux mains de la bourgeoisie, monopolisé par un appareil politique et économique de plus en plus concentré. Pas seulement parce que c'est une source de profits, mais aussi parce que c'est un moyen important d'oppression idéologique et politique.

## LA POURRITURE DE L'ART IMPÉRIALISTE

Cet « art », de quoi nous parle-t-il, en effet ? De rêves, d'évasions individuelles, sentimentales ou imaginaires. De nous « divertir » un moment, pour « oublier » un moment, la réalité de l'exploitation, de l'oppression. Il en est venu maintenant à lancer, sur le marché, à fortes doses, des drogues qu'il espère de plus en plus « dures », sous prétexte de « libéralisme » : la pornographie, mais aussi la violence sanguinolente « made in Hong Kong », et les films « catastrophiques » (voir l'article sur « Tremblement de Terre »). Dans le même temps, cet « art » continue à présenter comme des héros les flics mercenaires coloniaux, les nazis et les collabos à l'occasion, et, de façon générale, des personnages qui servent l'ordre capitaliste, en profitent ou, s'y soumettant servilement, renoncent à la lutte.

A ce point de dégénérescence, l'art bourgeois, impérialiste, révèle toute sa faiblesse. Nous vous proposons, dans cette page hebdomadaire, du Quotidien du Peuple, de le dénoncer largement, de montrer comment il est fabriqué, financé, de montrer aussi comment il reflète dans ses orientations, dans ses thèmes, dans son évolution, l'incapacité de la bourgeoisie à proposer un projet de société, un système de valeurs, un avenir qui puissent avoir quelque impact dans les masses.

Ce qui importe plus encore, c'est de recueillir ici, de mettre en pleine lumière, le mouvement profond de rejet, de dégoût, tel qu'il existe dans les masses, vis-à-vis de cet art. Car il n'est pas vrai, comme le prétendent les sociologues officiels, que nous le subissons passivement, que nous en soyons esclaves comme d'une drogue.

C'est à tous les lecteurs de se faire ici l'écho des innombrables discussions où s'affirme ce point de vue de classe, ce sujet de l'art impérialiste qui nous est imposé. Ce point de vue de classe, il faut le formuler nettement, le préciser, le diriger contre toutes les formes actuelles de la culture impérialiste.

## LES RÉVISIONNISTES AU SERVICE DE L'ART BOURGEOIS

Et il en existe une particulièrement nocive : la variante révisionniste, propulsée par le P«C»F.

Le P«C»F se présente comme un défenseur de la Culture, avec un grand C, et il entraîne dans son sillage une série de réalisateurs de télévision, de cinéastes, de chanteurs, d'hommes de théâtre. Il embauche et entretient directement un certain nombre de ces artistes bourgeois dans les municipalités sous son contrôle.

Face à la dégénérescence avancée de l'art impérialiste, auquel il fait de toute façon une large place, comme on le voit bien à la fête de l'Humanité, le P«C»F tente de promouvoir un art bourgeois de « meilleure qualité », capable surtout d'aborder un tant soit peu des préoccupations et des éléments de la vie des masses.

Il s'agit, dans les meilleurs des cas, d'un art qui critique certains « excès » de la société capitaliste (le fascisme, le racisme par exemple) qui peut souligner, de façon humaniste, la misère et l'injustice qui frappe les pauvres, mais qui n'offre aucune autre perspective que la consolation d'être dans son bon droit, la résignation à l'attente vague d'un monde meilleur, un jour ou l'autre.

Cette « culture » révisionniste, aux formes changeantes, mais qui cherche en général à ce que des ouvriers viennent s'amalgamer à son public essentiellement petit bourgeois, il faut la dénoncer concrètement, il faut rassembler les expériences de nombreux militants qui se sont heurtés aux révisionnistes - dans leurs municipalités, notamment - dès qu'ils ont voulu avancer dans le sens d'un art à contenu révolutionnaire.

## L'ART NOUVEAU AU SERVICE DU PEUPLE

L'Art nouveau qui apparaît aujourd'hui, se construit en opposition avec l'art impérialiste et sa succursale révisionniste.

C'est, avant tout, le développement de la lutte de classes qui a fait surgir les premiers éléments de cet art nouveau.

On a vu d'abord comment, dès avant le mouvement de mai 68, mais beaucoup plus largement ensuite, un nombre important d'artistes ont pris conscience qu'ils devaient, avant tout, refléter la vie et la lutte des masses, les fixer par le film, les chanter, les symboliser en affiches, les concentrer dans des sketches de théâtre de rue.

Malgré des idées politiques plus ou moins claires, il s'agissait, en général, pour ces artistes, de mettre leur savoir au service du peuple, de ses luttes. Ces films, ces chansons, ces saynètes devaient aider à populariser les luttes, à étendre la solidarité, à permettre peut-être d'autres luttes.

L'acquis de ces activités est riche, assurément. Mais le bilan de ces expériences, surtout dispersées, reste à faire. C'est une tâche à laquelle nous demandons à tous nos lecteurs, qui s'y intéressent, de participer.

A peu près dans le même temps, on remettait à jour les chants ouvriers du passé. Et la conjonction, dans plusieurs régions, des luttes ouvrières et paysannes avec la remise en cause de la politique régionale de l'impérialisme amenait un intérêt grandissant pour la culture populaire traditionnelle des régions (surtout la musique) son utilisation et son adaptation dans les luttes d'aujourd'hui.

A présent, de nouvelles exigences apparaissent : lors des occupations d'usines, des conflits prolongés, les ouvriers, le plus souvent, ne se contentent pas d'une « animation artistique » venue de l'extérieur, ils cherchent de plus en plus à créer leurs propres formes d'expression artistique : chants, textes, affiches, sketches. D'autre part, ils n'attendent pas seulement de trouver dans la représentation d'autres luttes une confiance renforcée. Ils demandent à appréhender les questions plus profondément politiques qui ont pu être posées et avancées dans ces luttes.

Nous proposons d'organiser, dans le cadre de cette page, avec tous ceux, artistes ou non, qui désireront y participer, une série de débats à partir d'expériences concrètes : le cinéma militant, les chansons créées dans les luttes, le théâtre d'agitation. Pour mieux préciser ces questions : comment les masses s'approprient et peuvent s'appropriier plus largement encore les moyens d'expression artistique ? en quoi la création d'un art traduisant les aspirations révolutionnaires, les acquis de la conscience révolutionnaire, antirévisionniste est l'enjeu d'une lutte de tous les instants.

A partir de ces quelques orientations, nous appelons tous nos lecteurs à apporter leurs expériences, leurs idées pour avancer dans ce sens.

La bourgeoisie en accédant au pouvoir, à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, au stade de l'impérialisme a tenté de noyer tout l'art populaire. C'est ainsi que après la deuxième guerre mondiale il n'existait pratiquement plus d'art populaire vivant en France (en Bretagne, par exemple, les « sonneurs » se comptaient sur les doigts). Depuis une dizaine d'années surtout, il y a une renaissance de l'art populaire qui s'accompagne d'un engouement de la jeunesse pour cette musique. Ceci démontre le recul de l'impérialisme français sur le front culturel.

A un moindre degré, l'engouement pour les musiques orientales ou africaines dans la mesure où il n'est pas le fait d'une élite « qui garde ses trésors pour soi », peut être considéré également comme la conséquence du déclin de l'impérialisme français mais son aspect principal est surtout la preuve de l'influence grandissante du Tiers-Monde sur la scène internationale, influence liée à sa vocation anti-impérialiste.

On peut dire qu'il existe deux aspects dans la musique populaire : l'aspect principal qui est le fait que cette musique a été créée par le peuple lui-même au cours des siècles par toutes les masses laborieuses et non pas par une élite au service d'une classe exploiteuse. Un aspect secondaire négatif qui est la nostalgie du passé, la propagande pour que tout reste comme avant, que rien ne change, le respect des traditions sans faire la part de ce qu'il y a de progressiste voir de révolutionnaire ou de réactionnaire dans ces traditions. Cet aspect tend à être combattu par les jeunes musiciens régionaux surtout depuis 1968 (par exemple Yan Ber et Lanmeur en Bretagne).

A partir d'aujourd'hui nous allons instaurer dans le Quotidien du Peuple un débat sur le rôle que joue et que pourrait jouer la musique populaire dans le cadre de la révolution en France. Cela nécessite tout d'abord de réaliser une enquête complète pour savoir où se joue la musique populaire aujourd'hui, par qui, pourquoi ? dans quelle mesure cette musique est une musique de masse ou bien si c'est simplement le fait de quelques nostalgiques du passé ? Quelle influence cette musique a en dehors de la région où elle est créée ? Cela ne recouvrirait pas que les musiques créées à l'intérieur de l'hexagone mais aussi celles des pays d'où viennent les travailleurs immigrés.

Tout pouvoir qui s'instaure véhicule une idéologie qui tend à être reflétée dans l'art quand il y a révolution, il y a tentative du peuple de retourner l'art du régime précédent : les chansons populaires de la révolution de 1789 sont issues des chansons populaires de régime précédent mais les paroles ont été changées, le même phénomène s'est produit pendant la guerre d'Espagne par exemple. Notre enquête devra porter aussi sur comment la musique populaire est reprise par les ouvriers et les paysans en lutte. Dans presque chaque grève, il y a utilisation de thèmes traditionnels avec de nouvelles paroles qui reflètent le contenu des luttes.

Cette enquête devra aussi porter sur l'influence de la musique populaire sur certains musiciens (beaucoup de chansons de Kérjuel ou de Servat par exemple sont inspirées fortement de la musique populaire). Elle devra comporter une enquête économique pour étudier comment cet art se développe dans cette société basée sur le profit, les lois de l'offre et de la demande et la concentration capitaliste.

Enfin, il faudra essayer de dégager les grandes lignes pour créer une musique populaire qui reflète l'esprit révolutionnaire.

Gabriel ferreol

# LES EXPULSIONS

Voici le premier article du bloc-notes juridique. Il essaie de répondre aux questions qui se posent dans les quartiers populaires sur les expulsions qui se multiplient. Mais la seule étude des lois ne saurait suffire. Il faut que tous ceux qui ont une expérience concrète de la justice bourgeoise nous

écrivent, nous fassent parvenir leur témoignage. Il faut aussi que les lecteurs nous envoient leurs critiques et leurs besoins : de quoi faut-il traiter ? D'autres articles suivront : sur le licenciement, le lock-out, les occupations d'usines, les 90 %, les saisies, etc...

La paupérisation croissante des masses populaires, le véritable racket contre les travailleurs que constituent les loyers (de 40 à 60 % du salaire), tout cela amène, dans les quartiers populaires, des vagues d'expulsions de locataires. Que faire pour se défendre.

Il faut savoir que, même si la justice est un appareil entièrement aux mains de la bourgeoisie, il est possible de tirer parti de son formalisme, de ses contradictions éventuelles.

La procédure d'expulsion complète dure plusieurs mois (3,4), la bourgeoisie essaie donc souvent d'utiliser d'autres moyens : s'appuyant notamment sur les huissiers, sinistres personnages qui s'engraissent de la misère du peuple, elle recourt systématiquement à l'intimidation. La première chose est donc de ne pas se laisser intimider. Il faut tirer le parti maximum de la complexité de la procédure. Il faut savoir qu'il n'est pas permis de faire une expulsion entre le 1<sup>er</sup> décembre et le 15 mars. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la bourgeoisie se dépêche d'entamer les procédures à l'automne, avant le 1<sup>er</sup> décembre.

La procédure commence par un commandement de payer, apporté par huissier. Le délai pour payer est d'un mois. L'huissier procède souvent à un inventaire des meubles pouvant être saisis, à une saisie-gagerie : les meubles ne sont pas emmenés mais le locataire n'a plus le droit de les vendre ou de leur faire quitter la maison. Si le locataire ne paie pas au bout d'un mois, le propriétaire demande l'expulsion. Il s'adresse au juge des référés : le président du tribunal de grande instance, si le loyer est de plus de 5 000 F par an. Le juge peut accorder des délais de paiement (pas plus d'un an). Il peut aussi faire

une conciliation : le locataire s'engage devant lui à payer dans un tel délai et le propriétaire accepte ce délai. S'il n'y a pas conciliation ou si le locataire ne paie pas au moment dit, le juge ordonne l'expulsion et condamne au paiement des loyers dus et à des dommages et intérêts. Cette phase devant le juge est en général très rapide.

L'huissier vient ensuite signifier le jugement, puis un commandement de vider les lieux. Il ne faut pas se laisser intimider : l'huissier ne peut expulser lui-même. Il doit demander l'aide de la police. Celle-ci n'est accordée que par le préfet, après enquête sur la situation de famille et avis du maire. Il peut la refuser si l'expulsion devait entraîner des troubles pour l'ordre public.

Dans tout ce dédale, le travailleur isolé a peu de chance face à la machine judiciaire. Le mieux est de se regrouper, de contacter des Comités de Lutte contre le Chômage, l'avocat du syndicat. Il ne faut surtout pas céder aux menaces. On peut lutter à plusieurs moments. Au moment du jugement, faire valoir sa bonne volonté, sa situation de famille (enfants, etc.) Après le jugement, faire pression durant l'enquête sur : le maire, l'assistante sociale. Au près du préfet, faire valoir la solidarité du quartier, des autres travailleurs, en montrant les risques de troubles à l'ordre public qu'entraînerait l'expulsion. Faire pression aussi sur le propriétaire (Office d'HLM, par exemple). Au besoin, s'opposer massivement à l'expulsion comme l'ont souvent fait les paysans-travailleurs dans les campagnes. Face à la justice bourgeoise, la seule défense, c'est l'action solidaire des travailleurs.

Yves BEAUMONT

## DIMANCHE SOIR SUR L'A 2 systeme 2

JUDY GARLAND, RHODA SCOTT, plusieurs numéros de claquettes, des évocations de MARILYN MONROE, SYLVIE VARTAN et les RUBETTS, voilà une partie de ce qui a défilé dimanche soir sur le plateau... de système 2. Un système 2 que Guy LUX voulait à l'américaine et où l'on a pu rire de voir tout ce beau monde s'ingénier à faire passer leurs produits. Pour qu'elles passent il faut « pimenter » les chansons insipides. Le show business est à court d'idées, cela se voit, le résultat est vraiment dégénéré. Le rétro était de rigueur : un final sur les grands d'HOLLYWOOD par les travestis du cabaret de « L'ANGE BLEU » terminait l'émission. Le numéro Sylvie Vartan dans le même genre, a été parfait. Le danseur avec lequel elle s'est affublée fait sourire au début pour son ridicule, à la fin de la chanson cela devient écœurant.



Quant à GUY LUX, si la bourgeoisie l'emploie toujours et s'il s'est enrichi il a aussi vieilli, son dynamisme apparaît de en plus de carton pâte, tout comme la mise en scène comique et les applaudissements, suscités à l'aide des injonctions lumineuses posées sur le fronton du plateau. Système 2 est bien à l'image de tout ce qui nous est présenté depuis un an dans la série des variétés. Les artistes bourgeois tentent de gommer le fossé qui les séparent du peuple ; des chanteuses comme EDITH PIAF avaient réussi. Mais aujourd'hui ce qui reste après de telles émissions, c'est l'image d'artistes dégénérés appartenant à une classe pourrissante.

Claude VILLARD

## PROGRAMME

MARDI 30 SEPTEMBRE

IT1  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE émission de Jean-Pierre Guerin  
18 h 45 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ÉLEUSIS - feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 35 - QUOI DE QUI - émission littéraire  
21 h 15 - HISTOIRE DES GENS - émission de Pierre Dumayet  
« SAINT-SIMON ET LA COUR »  
22 h 15 - PLEINE PAGE - magazine littéraire  
23 h 00 - JOURNAL

A2

18 h 30 - JOURNAL DE L'A2  
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL DE L'A2  
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN - film « LES JOURS DE LA TRAHISON » (2<sup>e</sup> partie) - débat : Comment la paix n'a pas été sauvée à Munich  
24 h 00 - JOURNAL DE L'A2  
0 h 15 - SÉRIES ET VARIÉTÉS  
3 h 15 - BOXE : Championnat du monde

FR3

19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - FR3 ACTUALITÉS  
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX  
20 h 30 - AVENTURES, FILMS POLICIERS - « UNE POIGNÉE DE PLOMB » film américain de Allen Smithee  
22 h 05 - FR3 ACTUALITÉS

MERCREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE

TF 1

13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
18 h 45 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
20 h 00 - IT 1 20 HEURES  
20 h 35 - CECIL OU LA RAISON DES FEMMES - enquête - fiction en 4 parties d'Éliane Victor  
21 h 35 - PARIS 75 - variétés  
22 h 35 - IT 1 NUIT

A 2

18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL DE L'A2  
20 h 30 - MANNIX  
21 h 15 - C'EST A DIRE  
23 h 30 - JOURNAL DE L'A2

FR3

18 h 55 - TITRES DU JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - FR 3 ACTUALITÉS  
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX  
20 h 30 - A LA REDÉCOUVERTE DU CINÉMA FRANÇAIS - film « MARTHE RICHARD, ESPIONNE AU SERVICE DE LA FRANCE »  
21 h 50 - FR 3 ACTUALITÉS

## feuilleton

# MEMOIRES ET AVENTURES D'UN PROLETAIRE

de Norbert TRUQUIN

2

### Résumé :

Norbert est placé à 7 ans comme apprenti chez un peigneur de laine d'origine belge. Nourri d'une soupe, retirant avec les dents les impuretés de la laine, battu s'il s'endort, il doit tenir 20 heures durant, enfermé dans un réduit empli de vapeurs de charbon, de l'odeur nauséabonde que dégagent les peignes chauds

Dans les premiers jours, je m'y prêtai volontiers ; j'essayais de bien faire ; mais bientôt le sommeil me domina tellement que je dormais debout ; ce n'était cependant pas faute d'employer toute mon énergie pour ne pas me laisser aller ; j'allais prendre l'air dehors pour me tenir éveillé ; mais dès que j'étais rentré je reprenais sommeil ; je sortais de nouveau pour vaincre mon apathie, mais en vain ; c'était plus fort que moi ; je craignais cependant beaucoup mon patron. Quant à lui, chaque fois que je succombais à la fatigue à côté de lui, il me donnait un revers de main sur le nez, qui

provoquait une hémorragie. Ce manège se répétait trois à quatre fois par jour. C'est incroyable la quantité de sang que m'a fait verser cet homme - j'avais beau me mordre les mains, me jeter la tête contre les murs pour résister à l'envie de dormir, rien n'y faisait.

Le barbare voyant que les revers de main ne suffisaient pas, me faisait déshabiller complètement et distribuait une volée de coups de corde qu'il accompagnait de son éternel refrain : « Il faudra bien que je te dompte ; j'en ai dompté de plus malins que toi. »

Un jour que je m'étais rendu dans la seconde cour, probablement pour m'y amuser, le patron vint me chercher son balai à la main ; il m'en donna tant de coups sur la tête et sur le dos que le balai s'étant démanché, il continua de me frapper avec le manche et ne s'arrêta que lorsqu'il fut excédé par la fatigue.

### Son patron meurt en 1843

Aussitôt le corps enlevé, on me mit dehors et on ferma la porte. Je me trouvais nu-tête et pieds nus ; j'em-

portais une des chemises du mort ainsi qu'un pantalon que je m'attachai sous les aisselles.

Cette maison comportait deux corps de bâtiment avec deux façades l'une sur la place et l'autre sur la cour. On montait au premier par un grand escalier en pierre. Sous cet escalier, il y en avait un autre qui conduisait à la cave. Là se trouvait un recoin obscur souillé par les déjections des chats ; c'est le gîte que je choisis.

Depuis deux jours, je voguais de côté et d'autre me contentant pour, toute nourriture, de quelques trognons de choux. Enfin poussé par la faim, je me hasardai à me rendre chez le boulanger qui nous fournissait notre pain de seigle, pour lui demander un morceau de pain. « Va chez le commissaire, il t'en donnera », me répondit-il sur un ton brutal. Je pris au pied de la lettre ce qu'il me disait et me présentai gaillardement chez ce fonctionnaire.

J'aperçus d'abord un homme que je supposai devoir être le secrétaire et je lui fis part de mon intention ; celui-ci courut dire à son maître qu'un petit

monsieur, qui était là, désirait lui parler. Cette expression de petit monsieur me donna un peu plus d'assurance. Le commissaire me fit entrer. C'est précisément lui qui avait mis les scellés chez mon patron. Il me reconnut et me demanda ce que je lui voulais. « Monsieur, lui dis-je, il y a deux jours que je n'ai rien mangé ; M. Pierre, le boulanger, m'a engagé de m'adresser à vous pour avoir du pain. » Le commissaire me tendit trois gros sous qu'il avait tiré de sa poche. Comme il j'hésitais à les prendre, il insista. « Monsieur, lui dis-je, ce n'est pas de l'argent que je suis venu chercher, mais du pain. » Il me fit alors de gros yeux et d'un geste d'impatience me jeta les sous que je ramassai.

Je fis ensuite connaissance d'un gamin de mon âge, fils d'un paveur et dont la mère était morte depuis trois mois. Il était à peu près aussi misérable que moi parce que pendant l'hiver, les paveurs n'ont pas d'ouvrage.

Nous allions dans les marchés ramasser les carottes et autres légumes qui étaient tombés à terre ; c'était là notre nourriture.

Lorsque le dégel survint, nous nous mîmes à fouiller les ruisseaux pour y ramasser des épingles, des vieux clous que nous revendions un sou la livre ; avec cet argent, nous achetions du pain.

Recueilli par des prostituées, puis par un vieux soldat tombé dans la misère, Norbert Truquin se fait ensuite embaucher aux travaux de terrassement du canal reliant Reims à Strasbourg.

Là je pus me rendre compte du genre de vie que menaient les terrassiers. Nous étions en décembre ; il était impossible de toucher à la terre à cause de la neige et du verglas. En cet endroit, on coupait une petite montagne pour y faire passer le canal. Les talus avaient, en certains endroits, jusqu'à vingt mètres et même plus de hauteur. Les ouvriers, Belges pour la plupart, s'attachaient des crampons aux pieds pour pouvoir monter leurs brouettes sur le plateau. Ils exécutaient cette ascension sous une bise qui leur cinglait la figure. Les femmes, qui étaient nombreuses parmi eux, étaient assujetties aux mêmes conditions que les hommes.

# EVADEES DES PRISONS FRANQUISTES

Mari-Luz raconte ce qu'elle a subi depuis son arrestation jusqu'au 7 avril. Tout au long de l'entretien, elle s'enthousiasme pour les luttes politiques dans les prisons ; on sent, en elle, une foi inébranlable dans l'avenir révolutionnaire de l'Espagne, une confiance que les tortures, les privations n'ont pas entamée, au contraire. De la souffrance, d'ailleurs, elle n'aime pas parler ; elle évoque comme s'il ne s'agissait pas d'elle, comme si elle ne les avait pas subies, parfois elle en rit, elle m'explique : « C'est le seul moyen d'en parler » ; elle sait aussi que, grâce à son témoignage, d'autres comme elle, aux pires moments, trouveront de nouvelles raisons de lutter contre le fascisme, y puiseront de nouvelles forces.

Une autre camarade : VIRGINIA, qui a également fait de la prison et a quitté l'Espagne clandestinement, participe à la discussion. L'évasion de Mari-Luz a fait l'effet d'une bombe dans la presse espagnole. C'est la première fois en 35 ans de nuit franquiste, qu'une femme, militante révolutionnaire s'évade. Demain, il y en aura d'autres.

Le 7 avril 1975, Mari-Luz Fernandez s'évadait de la prison de Yserias à Madrid. Elle a été arrêtée le 1er mai 1973, lors de la manifestation de masse à Madrid. En Espagne, toute manifestation est sauvagement réprimée : charges de brigades montées, policiers armés qui tirent sur les manifestants à bout portant. Le 1er mai 73, pour la première fois, il y a eu une riposte organisée des manifestants résolus à se défendre contre la violence ouverte, permanente des fascistes. Cette fois là, pour la première fois, les flics armés ont payé : 1 mort, 20 blessés. Mari-Luz vient de passer près de 2 ans dans les prisons franquistes.

Elle a donc été arrêtée le 1er mai. Pendant le transport au commissariat, les coups de matraques et de barres de fer pleuvent. Arrivés là-bas, toutes les personnes arrêtées, passement des manifestants, mais aussi des personnes expulsées de cafés alentour, des passants sont entassés. Pendant des heures et des heures, il ne se passe rien d'autre que des insultes de flics furieux et menaçants : « Filles de putain, assassins, on va vous tuer ». C'est la création systématique d'un climat d'angoisse et de panique, à

travers une attente interminable : l'attente du bon vouloir des flics pour boire un verre d'eau, aller aux toilettes ou satisfaire d'autres besoins aussi élémentaires. C'est aussi l'attente de savoir ce qui va arriver, de quoi on les accuse. Les commissariats de quartier sont pleins, on finit par les transférer à la Direction Générale de la Sécurité pour les interrogatoires. Pendant tout ce temps, coups, insultes, menaces alternent. A la DGS, Mari-Luz, avec d'autres, est enfermée dans une cellule prévue pour qua-

tre personnes ; en réalité, elles sont quinze là-dedans. Pour dormir, elles doivent avoir le regard constamment en face d'une ampoule électrique ; au moindre changement de position, les coups s'abatent. Les « Sociales », c'est-à-dire les membres de la Brigade Politico-Sociale, la police secrète, les font passer devant eux, en file indienne, et les frappent. Pour exciter la haine de ceux qui gardent les prisonniers, les fascistes ont volontairement laissé, pendant plusieurs jours, le corps du flic tué, à l'étagé au dessus. Les flics le

veillent et descendent, hystériques, pour réveiller les prisonniers au milieu de la nuit et leur annoncer qu'ils vont les tuer. Cela se répète plusieurs fois. Le lendemain, une autre manifestation, anti-impérialiste cette fois, a eu lieu à Madrid : les flics qui en reviennent et qui ont eu à affronter la colère des masses, s'apprêtent à lyncher les prisonniers. L'intervention du chef de la DGS évite de justesse le lynchage. C'est que le régime franquiste redoute les réactions populaires si une telle chose se produisait et d'autre part, il tient à faire un exemple par des procès et de lourdes condamnations infligées aux prisonniers. Au cours des interrogatoires, il y a différents types de tortures. Mais Virginia, comme Mari-Luz, insiste sur l'importance des pressions psychologiques. Virginia cite l'exemple d'un enfant battu devant ses parents pour que ceux-ci parlent, et des parents torturés devant l'enfant. De même, il est courant de torturer un militant devant sa compagne et vice versa, de la menacer de viol devant lui, etc... Les flics mettent du sel dans la bouche en sang d'un prisonnier. Une des tortures les plus raffinées est celle, dite du « quirofar », c'est-à-dire de la salle d'opération, où le prisonnier est attaché sur une table, la tête pendant vers le bas des heures durant, tandis que les flics le frappent. Mari-Luz et Virginia parlent aussi des coups reçus sur la poitrine, sur le ventre, elles parlent aussi des tentatives de flics pour imposer aux prisonniers une sorte d'auto-torture. C'est le but, par exemple, de la torture qui consiste à faire rester le prisonnier, pendant des heures, les pouces appuyés au mur. Il s'agit de créer une tension psychologique telle que le prisonnier préfère rester dans cette position, plutôt que de recevoir des coups, il s'agit de lui faire comprendre qu'il ne peut rien, qu'il n'a plus ni volonté, ni liberté, qu'il est une chose aux mains des flics, pour arriver à lui faire signer ou avouer n'importe quoi.



## . en bref... en bref... en bref... en bref... en bref...

PUK Levallois  
Lundi 29 septembre

Ce matin, au Centre d'Application Uguine-Kuhlmann, à Levallois, l'inter-syndicale CGT-CFDT a pris l'initiative d'une intervention dénonçant le crime fasciste.

Un panneau « revue de presse » du lundi a été effectué, avec en bonne place la une du Quotidien du Peuple. Des discussions qui avaient démarré dans les laboratoires, se sont poursuivies autour du panneau exposé à l'entrée de la cantine. Plus de soixante personnes ont été rassemblées pour écouter l'intervention de l'inter-syndicale.

### LE PEUPLE ESPAGNOL DEBOUT

Le peuple espagnol n'est pas resté indifférent aux nouveaux crimes franquistes. Le village de Txiki, le village d'Otaegui, ont vu des manifestations de plusieurs centaines de personnes ; 30 000 grévistes manifestent à San Sébastien. A Algorta, en Pays Basque, la police a tiré : 6 blessés. Toute l'Espagne se révolte : à Barcelone, 2 000 personnes ont tenté d'assister à l'inhumation de Txiki ; dans la banlieue ouvrière, plusieurs centaines de manifestants ont clamé : « A bas la dictature sanguinaire ! ». A Madrid, à l'issue d'une messe pour les assassinés rassemblant 2 000

personnes, plusieurs centaines ont tenté de manifester ; plusieurs ont été arrêtés, ils risquent plusieurs années de prison en vertu de la loi anti-terroriste.

### 11 PAYS RAPPELLENT LEUR AMBASSADEUR

Onze pays ont rappelé leurs ambassadeurs en Espagne : La Grande-Bretagne, la RDA, la RFA, la Norvège, le Portugal, le Danemark, la Belgique, la Suède et l'Italie et la Suisse.

Ces ruptures de relations diplomatiques font suite aux manifestations massives dans toute l'Europe.

Giscard, bon dernier, a décidé hier soir de retarder le retour de l'ambassadeur de France à Madrid.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté de la République à Bastille hier soir 29 sur les mots d'ordre : « Franco assassin, Giscard, Poma complices », « nous vengerons nos camarades ». Après une minute de silence devant les portraits des cinq camarades assassinés, les manifestants entonnaient l'Internationale. Autour des dra-

peaux basques, de nombreuses personnes chantaient en basque, applaudis par la foule massée sur les trottoirs, émue. Des affrontements ont eu lieu avec le service d'ordre du PCF pour imposer les drapeaux du FRAP et basque dans la manifestation.

Parmi les multiples manifestations dans toute la France, nos correspondants nous signalent notamment à Rennes : « plusieurs centaines de manifestants se sont rendus devant le monument de la résistance. Là, il y a trente ans, trente anti-fascistes espagnols combattant avec la Résistance Française ont été fusillés par les nazis.

- Chalons où l'effigie de Franco a été brûlée au centre de la ville.  
- Nantes où le consulat d'Espagne a été occupé.

nement tchadien, que du matériel militaire soit livré à Hissen Habré malgré son opposition. Ainsi est avouée ouvertement la présence de 2000 militaires français au Tchad. Leur action depuis 1969 montre ce qu'est la coopération et l'amitié de l'impérialisme français à l'égard du Tiers Monde : destruction de centaines de villages, ensablement et empoisonnement des puits, déboisement. Bien que leur retrait ait été annoncé en 1972, les troupes françaises étaient restées au Tchad.

De toutes parts, les résultats de la décolonisation de 1960, assortie d'accords de coopération, sont remis en cause. Hier, l'impérialisme octroyait une indépendance formelle, aujourd'hui le peuple tchadien exige une indépendance véritable.

tive d'imposer la censure. Des soldats envoyés occuper les radios se sont solidarisés avec les travailleurs.

A peine mis en place, le nouveau Conseil de la Révolution (où dominent désormais les officiers du groupe des « neuf », qui ont l'appui du PS) avait en effet adopté un décret établissant la censure sur les informations militaires. Ce décret avait dû être annulé devant les mobilisations de soldats et les compte-rendus donnés par la presse, malgré cette mesure.

Embarrassé par cet échec, le Conseil Supérieur de la Révolution a décidé de constituer un « Groupement Militaire d'Intervention » (GMI), dont le but est de « doter le gouvernement de moyens indispensables à l'exercice de l'autorité ».

La fonction du GMI est la même que celle du COPCON (Commandement Opérationnel du Continent) auparavant. Certaines des troupes du COPCON (commandos de la caserne d'Amadora) s'étaient montrés particulièrement zélés dans la mise à sac, au mois de mai des locaux du MRPP, organisation révolutionnaire. Tel n'était pas l'orientation générale de ces régiments. Leurs soldats et certains de leurs officiers s'étaient en général montrés plus fermes contre les réactionnaires que contre les masses en lutte.

### TCHAD

Le gouvernement tchadien vient de donner un délai d'un mois pour quitter le Tchad aux forces militaires françaises. Le gouvernement dénonce le fait que les Mirages français volent dans le ciel tchadien, que des hauts fonctionnaires français passent la frontière, contre l'avis du gouver-

### LISBONNE

Hier après-midi, tous les locaux des radios et télévisions portugaises ont été occupés par la troupe, sur ordre du nouveau gouvernement et de Costa Gomes, président de la République, à la suite des manifestations contre l'ambassade d'Espagne. Des manifestations se déroulaient en ville pour protester contre cette tenta-